

The Banker's View – February 2005

Davos : l'approche compassionnelle sera-t-elle suivie d'un véritable intérêt du secteur privé pour l'Afrique ?

Jean-Pierre PATAT

(écrit début février 2005)

Abstract

Davos: will the new approach on worldwide poverty issue encourage the private sector to invest in Africa ?

At the Davos forum, the focus on ethical questions, particularly on poverty, has been seen as a turning point in the rich countries approach of globalisation. In fact, such a change in minds was already made by the governments of Northern countries, especially the G8 countries which accepted, three years ago, an association with the African countries in the New partnership for African development (NEPAD). But the private sector has remained, until now, very prudent. One can hope the interesting debates of the Davos Forum to be followed by concrete actions.

Private sector must be aware of the necessary change in perception of Africa. That implies to accept financial sacrifices (in health and agricultural sectors, for example) and to take in consideration the progress that many African countries did in governance in the framework of the NEPAD.

These considerations are particularly accurate for the banking sector which is the corner stone of the African development. Largely owned by American and European investors, banks are presently very reluctant to take risks in Africa. But if what has been said at Davos has a meaning, the banking sector of the rich countries are probably the most concerned by a need of a new approach vis-à-vis the African problem. It is in the interest of Africa, but also the interest of international banks in a medium term perspective ; investments returns in a so young continent are of course very high.

Tous les observateurs ont souligné que les organisateurs du forum de Davos 2005 avait effectué un spectaculaire virage dans la recherche de la problématique vedette : après de nombreuses réunions consacrées à l'art et la manière de tirer le meilleur parti d'une mondialisation triomphante, ce sont les sujets éthiques, et en particulier celui de la pauvreté dans le monde qui ont été au centre des débats.

On doit rendre cette justice aux gouvernements des pays riches qu'ils n'avaient pas attendu cette occasion pour apporter un regard nouveau sur ce dramatique problème. Le Nouveau Partenariat Pour le Développement de l'Afrique, NEPAD, lancé en 2002 par les pays africains a été pour les pays du G8, l'occasion, en s'associant à cette démarche, de manifester une nouvelle prise de conscience de leur responsabilité dans la dramatique situation du continent africain et de reconnaître qu'ils se trouvaient confrontés à un problème systémique mondial. Les initiatives et les idées émises durant les présidences françaises et britanniques du G8 attestent de la réalité de cette engagement.

Toutefois, si cette nouvelle approche a bien été suivie d'orientations concrètes, avec en particulier une rupture de la tendance à la diminution de l'Aide Publique au Développement (A.P.D), l'engagement des pays riches est resté limité aux gouvernements et le secteur privé est demeuré sur la réserve. Or le concept de responsabilité mutuelle (« mutual accountability ») entre pays riches et pays africains introduit par le NEPAD ne se divise pas. L'Afrique n'attire que 1% des investissements directs mondiaux et il est clair que le continent ne décollera pas sans changement significatif du regard et de l'état d'esprit des acteurs privés internationaux. Aussi doit-on se réjouir de leur intérêt pour les sujets abordés à Davos. Mais on aimerait être sûr que cela ira au delà et que l'on consentira aux sacrifices financiers et aux changements de comportement que la situation requiert.

- Sacrifices financiers ? Il est des domaines où il peut y avoir incompatibilité entre la satisfaction des besoins énormes des africains et le souci de la préservation d'intérêts financiers et commerciaux des industriels et des producteurs des pays du Nord : la santé, l'agriculture en sont des exemples.
- Changement de comportement ? Une première avancée serait pour de grandes sociétés opérant sur le continent africain de renoncer, dans tous les cas, à des pratiques encourageant chez les acteurs locaux, si mêmes elles ne les suscitent pas, les errements de corruption et de mauvaise gouvernance que l'on se plait à dénoncer. Ce n'est pas compliqué : il suffit de se conformer aux prescriptions et codes de bonnes conduite édictés en la matière par l'OCDE .
- Mais plus généralement, changement de comportement dans la perception d'un continent estimé globalement trop risqué pour s'y hasarder à investir, le pétrole étant la seule opportunité pour lesquelles ces préventions tombent. Or une idée forte du NEPAD est que l'Afrique souffre, non pas des méfaits de la mondialisation, mais d'être à l'écart de cette mondialisation. Dans le droit fil de cette constatation, nombre de pays africains ont fait de réels progrès dans la voie de la gouvernance et beaucoup se prêtent désormais à l'exercice de surveillance par les pairs (peers review), permettant ainsi au monde de se faire une idée objective de leurs retards mais aussi de leurs avancées dans ce domaine.
- Et pour conclure... changement de comportement chez les banques. Celles-ci, en grande majorité à capitaux étranger, ont un rôle essentiel à jouer en Afrique, bien plus que les marchés financiers que nombre de gouvernements souhaitent créer pour des raisons de prestige mais pour lesquels n'existent pas encore l'épargne domestique, le socle de confiance, l'environnement de transparence et de déontologie qui sont les conditions premières de leur développement.

Or la bancarisation est faible et les efforts pour la développer, et ainsi réduire la part de l'informel dans l'économie, sont encore limités. Surtout, l'offre de financement est insuffisante. De très petites entités, généralement individuelles, par le canal du micro crédit ou les grandes entreprise à capitaux étrangers trouvent des financements en Afrique. Entre ces deux extrêmes, le tissu économique est peu alimenté en crédit. Dans ce domaine également, la perception d'exercer une activité très risquée limite l'offre de crédit et maintient les taux d'intérêt à des niveaux très élevés.

Certes, une PME locale peut sembler n'offrir que des garanties insuffisantes en terme de solvabilité et de rentabilité. Mais les pays industrialisés ont connu des problématiques de ce genre dans le passé et l'expérience a montré que l'on pouvait monter des mécanismes imaginatifs et efficaces pour surmonter ces handicaps.

Mais surtout, si les professions de foi entendues à Davos ont un sens, elles doivent là encore se traduire par l'acceptation consciente de sacrifices financiers, que requiert une présence active et innovante sur le terrain.... D'autant plus qu'il s'agirait là d'un véritable investissement tant, à terme la rentabilité des opérations engagées sur un continent neuf ne peut être qu'élevée.